

Groupe CFDT & UNSA

La CFDT et l'UNSA tiennent tout d'abord à saluer le travail d'état des lieux effectué sur l'organisation des flux de produits alimentaires en France. Il était important que la question de la responsabilité dans toutes ses dimensions : sociale, sociétale, environnementale, économique, de santé publique... et de tous ses acteurs, soit traitée.

Les circuits de distribution des produits alimentaires structurent la relation entre le producteur et le consommateur. Leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux sont déterminants dans les territoires.

Plusieurs rapports et avis du CESE ont porté directement ou indirectement sur les produits alimentaires sous différents aspects : prix, nutrition, étiquetage, gaspillage... En revanche, les circuits par lesquels ils sont distribués n'ont pas, en eux-mêmes jusqu'alors, fait l'objet d'un examen et de préconisations. Qui d'autre que le CESE pouvait s'autosaisir de ce sujet ? Tous les acteurs y sont représentés : producteurs (avec le groupe de l'agriculture), transformateurs (avec le groupe de la coopération), distributeurs (nouvellement représentés au sein de notre section) et enfin, les consommateurs (avec le groupe des associations).

Un rapport précède cet avis. La section avait à cœur de traiter un sujet d'actualité. L'actualité était marquée par le regroupement des centrales d'achat de la grande distribution et les tensions récurrentes entre les différents maillons des filières (producteurs, transformateurs et distributeurs). La grande distribution était dans le collimateur. Cela a d'ailleurs été mis sur le devant de la scène lors du dernier salon de l'agriculture. À peine avait-il ouvert ses portes que des grandes enseignes étaient prises à partie.

Pour la CFDT et l'UNSA, ce rapport et cet avis auront permis de prendre pleinement conscience que le système actuel, c'est-à-dire le modèle dominant de la consommation de masse, est en crise. Aucun acteur n'est gagnant dans cette course effrénée au prix le plus bas.

Le rapport de force est déséquilibré même si au cours des auditions nous avons découvert des acteurs se déclarant toujours plus vertueux les uns que les autres. Comment retrouver un peu de sérénité dans les rapports entre les fournisseurs et les distributeurs ? C'est tout l'enjeu de cet avis, car l'accès à l'alimentation engage la responsabilité de chacun.

Parmi les préconisations, le renforcement du rôle des interprofessions pour lesquelles il est proposé d'élargir la composition à tous les maillons, et la proposition de faire des organisations de producteurs des interlocuteurs dans ces relations commerciales, vont dans le bon sens.

Les relations entre ces acteurs ont fait l'objet de plusieurs réformes successives.

La CFDT et l'UNSA pensent qu'évaluer la LME, qui n'a fait qu'exacerber ces relations, est un élément clé pour pacifier ces tensions. En parallèle, les négociations commerciales doivent s'améliorer.

Pour terminer, d'autres préconisations ont le mérite de poser des jalons pour mieux informer le consommateur en s'appuyant sur ses choix et renforcer sa confiance. Parce qu'au final, c'est le consommateur qui choisit. Il a d'ailleurs commencé à changer de comportement. Pour la CFDT et l'UNSA, il est important d'anticiper le changement lorsque l'on sait que les nouvelles technologies et le numérique vont orienter ses choix de demain.

La CFDT et l'UNSA ont voté l'avis.